



URL:http://www.journalauto.com/

PAYS:France

TYPE :Web Pro et Spécialisé

JOURNALISTE :Damien Chalon



► 26 octobre 2023 - 10:23

Le vélo, une alternative crédible pour réduire l'usage de la voiture



Publié le 26 octobre 2023

Par Damien Chalon

3min de lecture

Zoom de l'Arval Mobility Observatory – À défaut d'avoir les moyens de s'offrir une voiture neuve ou d'occasion, encore moins lorsque celle-ci roule à l'électricité, les Français sont de plus en plus nombreux à se rabattre sur le vélo. Plusieurs sondages récents viennent documenter ce phénomène qui prend de l'ampleur.

Selon l'Association des acteurs du vélo public, 133 000 vélos en location sont actuellement en circulation en France, 2/3 en location longue durée, 1/3 en libre-service.
©AdobeStock-milanmarkovic78

Au lendemain de la grand-messe de la filière automobile française, riche en promesses d'aides soutenues et pérennes aux constructeurs, en échange des engagements de ces derniers pour pousser l'électrification du parc automobile français, il est des sondages qui ne "tombent pas à pic".

À preuve, celui réalisé par BVA pour le mandataire automobile <u>Auto JM</u>: malgré les aides visant à développer la mobilité propre, la voiture électrique ne fait pas encore recette parmi bon nombre de Français. Plus de six sur dix estiment ainsi qu'il n'est pas intéressant aujourd'hui d'acheter une voiture électrique. Plus largement, plus de trois Français sur dix ont tout simplement renoncé à l'achat d'un véhicule (électrique ou thermique) cette année et plus de six sur dix pensent que le moment n'est pas propice à





▶ 26 octobre 2023 - 10:23

PAYS:France

TYPE :Web Pro et Spécialisé

JOURNALISTE :Damien Chalon

URL: http://www.journalauto.com/

> Version en ligne

l'achat d'une voiture.

L'inflation est présente dans tous les esprits, tout comme la question du pouvoir d'achat. Il faut faire des choix de consommation et ces derniers ne militent pas toujours en faveur de la voiture. D'autant que d'autres alternatives s'imposent progressivement aux Français.

Une étude réalisée par l'Association des acteurs du vélo public (AAVP), en partenariat avec l'Ademe, prouve le rôle de plus en plus prégnant des vélos partagés ou en location longue durée, dans les déplacements en France. Selon l'AAVP, on compterait environ 940 000 abonnés à des offres de VLD (Vélo location longue durée) ou VLS (Vélo en libre-service). Dans le même temps, 133 000 vélos en location sont actuellement en circulation (2/3 en VLD, 1/3 en VLS).

Avec l'arrêt des offres de trottinettes électriques en libre-service dans certaines grandes villes françaises (dont Paris), il paraît assez évident que certains usagers se sont repliés sur les deux-roues. Dans la Métropole du Grand Paris, un vélo en libre-service effectue plus de 9 000 kilomètres par an en moyenne, tandis qu'un vélo en location longue durée roule un millier de kilomètres.

Mais surtout, ces adeptes des deux-roues sont de plus en plus nombreux à arbitrer en défaveur de la voiture. Selon l'AAVP, "49 % des abonnés en longue durée et 26 % pour ceux en libre-service déclarent avoir réduit l'usage de leur voiture depuis le début de leur abonnement". Et 10 % indiquent même avoir renoncé à l'achat ou à l'usage de la voiture. La part modale du vélo dans leurs déplacements augmenterait ainsi de plus d'un tiers, respectivement de 39 % et de 34 %, pour atteindre un quart des trajets, majoritairement complétés d'une séquence en transports en commun.

Ceux que ces résultats rendent sceptiques auront beau jeu de rappeler que les déplacements à vélos sont plus aisés dans les zones urbaines, mieux équipées en pistes cyclables et transports en commun, ce qui facilite la multimodalité. Et que les territoires ruraux feront encore longtemps la part belle à la voiture. Sans doute.

Mais raison de plus dans ce cas, pour contenir l'envolée des coûts des véhicules neufs ou même d'occasion. Car le pouvoir d'achat des ménages en région est aussi contraint, voire plus, que celui des urbains. La filière automobile le sait bien. Les constructeurs ont d'ailleurs interpellé le gouvernement sur un éventuel conditionnement des bonus aux revenus des foyers. Selon eux, le mécanisme des aides publiques, en phase de démarrage du marché électrique, doit demeurer à la fois pérenne et global. Le souvenir des "gilets jaunes" n'est jamais loin.

L'Arval Mobility Observatory

